

La Fédération historique de Provence a-t-elle encore un avenir ? (2)¹

Que cherchaient les fondateurs de la Fédération en 1950 et que reste-t-il du projet initial un demi-siècle plus tard ? La question n'est pas dénuée d'intérêt car on rejoint un problème plus général, l'avenir des sociétés savantes traditionnelles et la place de l'Histoire et de ceux qui se consacrent à son étude dans notre civilisation. Qui se contente de suivre ses activités à travers la revue qu'elle édite et ses séances annuelles baptisées logiquement mais imprudemment « congrès » parce que ce terme fait penser à des rencontres des seuls adhérents ne peut que constater un changement marqué, alors même que les activités ne se sont nullement étoffées. Les archives de la Fédération ne peuvent être consultées. D'ailleurs, on en ignore le contenu précis. Une enquête orale est quasi impossible. La lecture attentive de la revue « Provence historique » peut fournir des éléments de réponse.

À la fin des années 1950 la situation était assez différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. La région ne comptait qu'une faculté de droit, une de lettres, une de médecine. En droit comme en lettres le corps professoral (au sens large) était réduit, et il n'y avait pas de vraie spécialisation en histoire provençale, même si dans un passé plus ou moins proche les enseignants de rang magistral avaient été les auteurs de publications fort solides : on pense, par exemple, à V.L. Bourrilly, à Paul Masson, à Roger Aubenas, et, plus tôt, à G. Guibal ou P. Gaffarel. L'histoire de la province devait autant aux archivistes et érudits de qualité : l'Encyclopédie départementale *Les Bouches-du-Rhône* en présente un bel échantillon avec Raoul Busquet, Fernand Benoît, Émile Isnard, Gaston Rambert ou Frédéric Mireur, pour ne citer que quelques-uns. Des sociétés locales actives s'intéressaient également à l'histoire, avec des résultats inégaux.

1. Cf. *Provence historique*, 2004, fasc. 216, p. 253 sq.

En 1950 le projet paraît avoir été de tenter de rapprocher tous ces chercheurs au sein d'une structure souple pourvue d'un règlement intérieur minimal. Le rôle des universitaires serait apparemment de veiller au niveau des travaux. C'est le sens des interventions du professeur J.R.Palanque rapportées dans l'espèce de procès-verbal de la séance fondatrice.

Comment fallait-il ou pouvait-on entendre ce point ? Les fondateurs appartenaient à des générations du début du siècle dernier. Ils avaient en commun l'esprit des sociétés savantes anciennes où régnait une convivialité certaine et où ne se percevaient pas de séparations tranchées entre les membres, même si le débat d'idées pouvait être vif, même si certains historiens universitaires commençaient à donner à l'Histoire une dimension tout à fait nouvelle. Entre eux le clivage aujourd'hui aveuglant entre chercheurs professionnels et amateurs ou consommateurs d'Histoire n'était pas de mise.

Aussi la place tenue par les associations et sociétés savantes a-t-elle été toujours ambiguë, dès le début. L'article 3 des statuts, qui définit la nature des membres de la Fédération, distingue entre sociétés titulaires, sociétés adhérentes et membres correspondants (en fait, les abonnés individuels). L'article 5, relatif au « bureau » et au comité de publication parle d'un nombre indéterminé de vice-présidents et d'un comité composé de membres appartenant aux différentes sociétés. Dans le cours des débats, il a été précisé que le Bureau devait composer le comité d'archéologues et d'historiens « connus et réputés pour leur capacité et leur probité intellectuelle ». Mais cette limitation importante du rôle des sociétés n'a pas été mise noir sur blanc. Voilà donc une fédération où les associations (indépendantes, art.4) n'ont pas de place institutionnelle nettement définie : elles se contentent de désigner des représentants à l'assemblée générale, en concurrence avec des membres correspondants dont on ne sait rien alors qu'ils ne pouvaient qu'être les plus nombreux. Un système pareil ne pouvait fonctionner que dans un contexte de respect mutuel et de large compréhension.

L'application de ces premiers statuts (abrogés en 1998) reflète l'esprit qui a présidé à leur élaboration. En 3 de couverture est indiquée, jusque en 1999, la société d'appartenance des membres du Bureau, sauf pour le président. Or, sauf erreur, aucune association ne désigne son représentant dans les instances dirigeantes de la Fédération. En 2 de couverture, entre 1959 et 1970, est donnée la liste des sociétés correspondantes et des sociétés adhérentes (distinction ignorée par les statuts). Étrangement, à partir du n° 80 n'apparaissent plus que des sociétés adhérentes, dont le nombre s'élève alors à 33. De manière incompréhensible, tout disparaît à partir de 1972. Faut-il mettre en rapport ce changement avec l'entrée de P.A.Février dans le quatuorvirat de direction de la revue cette même année et la publication de son manifeste dans le n° 92 l'année suivante ?

Bref, l'esprit « fédération d'associations » s'est progressivement atténué. Qu'en reste-t-il dans la revue ? Des 33 sociétés et associations censément fédérées il y a quelques décennies subsistent 18, 6 étant abonnées, 12 bénéfici-

cient d'échanges (mais seulement 5 fournissent effectivement des publications à la Fédération).

Il est possible de trouver d'autres signes de la disparition de l'esprit initial dans « Provence historique ». Périodiquement on voit apparaître un avis de décès, soit sous forme de simple annonce, soit sous celle d'une nécrologie. Ne parlons pas du contenu : il n'y a pas de « nécrologiste » officiel dans la Fédération. Mais un peu comme le faisait remarquer M. Agulhon en préface à des « mélanges » la preuve que le décédé ait mérité ce geste est qu'il l'a obtenu. On peut s'amuser à repérer qui a bénéficié de cette citation à l'ordre de la Fédération et qui, apparemment, n'en a pas été jugé digne. Je me souviens pour ma part de l'incapacité où je me suis trouvé il y a quelques années d'obtenir quelque chose pour une notabilité de la conservation et de l'histoire provençale.

Les comptes rendus des « congrès » de la Fédération s'avèrent particulièrement instructifs. Au début ils sont longs et assez fleuris et n'omettent pas de donner la liste des personnalités présentes. Ils sont maintenant réduits au strict minimum, et les succès d'audience n'apparaissent plus. C'est ainsi que l'on peut noter, dans les premiers temps, la présence de représentants des équivalents languedocien, dauphinois ou savoyard de la Fédération, de sociétés provençales, de personnalités politiques, administratives, universitaires. Il n'en est plus rien maintenant. Le changement a commencé dans les années 1960 et il a fallu une trentaine d'années pour le voir s'achever.

Du côté des « chroniques » (terme entendu au sens large) se perçoivent également des mutations. Jusqu'en 1967 les lecteurs ont été informés, de manière il est vrai irrégulière, des activités de l'Academia nissarda, de l'Institut des fouilles... des Alpes maritimes, des académies du Vaucluse et de Moustiers; des cours, conférences et séminaires de la faculté des lettres d'Aix et du Centre d'études provençales; des thèses et DES soutenus; des activités de fouilles; des activités des dépôts d'archives; des congrès et colloques plus ou moins en rapport avec la Provence; des prix attribués par certaines institutions. Au delà de 1967 la tonalité devient plus strictement universitaire : les thèmes des futurs colloques et tables rondes, de quelques expositions; les soutenances de thèse (surtout) occupent presque tout l'espace. Seules subsistent des notes relatives aux sociétés fondatrices et à la Société aixoise (aujourd'hui disparue). Il faut y ajouter des bilans historiographiques périodiques mais irréguliers, en histoire contemporaine et surtout médiévale, des bilans des recherches estudiantines en droit et en lettres (jusqu'en 1973); des informations occasionnelles à propos de quelques centres de recherche. On relèvera aussi des initiatives sans lendemain comme l'ouverture en 1955 d'une rubrique « les érudits recherchent » ou la publication de bibliographies pour prolonger un numéro de la revue (dans les années 1986).

On a tenté de réveiller ces activités il y a quelques années, dans l'espoir de faire de la revue le lieu de rencontre des activités historiques régionales

abouties ou en cours. Le bilan en est facile à dresser : il est quasiment nul. Seuls les historiens de l'université de Provence ont accepté de fournir chaque année la liste des maîtrises et thèses de qualité soutenues dans ses murs. La centralisation des informations relatives à la recherche historique provençale dans l'espace régional reste inexistante.

L'œuvre de la Fédération s'est jusqu'ici bornée à la tenue régulière de rencontres scientifiques annuelles et à la publication de *Provence historique*. Les statuts de 1950 et le manifeste de P.A.Février en 1973 avaient de plus grandes ambitions, rappelons le.

Les trente six premiers congrès (jusque en 1987) ont fait l'objet d'un examen attentif par P. Santoni dans le n° 153 de la revue (1988). On en retiendra les principales conclusions. Leur organisation a été le plus souvent le seul fait de la Fédération, les sociétés locales étant sollicitées huit fois et les organisations étrangères (Languedoc, Etudes ligures), sept. Leur attrait a décliné (réduction tendancielle du nombre des communications et forte régression du nombre des intervenants habitués à partir des années 1970). Leur couverture du passé n'a guère débordé en amont du Moyen âge (1 communication en préhistoire, 34 en ancienne, 113 en Moyen âge, environ 250 pour les XVI^e-XIX^e siècles, le XX^e étant peu représenté). Enfin, des thématiques avant tout sociales.

Il y a peu à ajouter. Depuis 1987 treize manifestations ont été enregistrées, avec un renouvellement sensible dans les sujets. Jusqu'au 22^e congrès c'est la thématique régionale qui l'emporte largement. Au delà ce sont des questions d'histoire où l'on peut repérer, ici et là, des tendances fortes de la recherche historique actuelle (29^e, 33^e, 37^e, 40-42^e notamment). Ce que ne disent pas les comptes rendus c'est l'effritement pour ne pas dire, parfois, l'effondrement de la fréquentation, et la difficulté à trouver des intervenants.

La revue a beaucoup changé depuis 1951. Jusqu'à 2005 inclus elle représente un total d'environ 25 000 pages, pour 1 390 articles et 1 071 comptes-rendus, sans parler des chroniques déjà évoquées. Le format a varié : on est passé de 16, 3 x 25 (1950-1971) à 17,2 x 21,3 (1972-1981) puis 15,6 x 23,2 depuis 1982. Même si depuis 1982 une illustration tente d'égayer la couverture celle-ci a toujours été sévère, sombre avec les armes de la province jusqu'en 1956, claire entre 1956 et 1971, jaune paille entre 1971 et 1981, bleue depuis. En 3 de couverture la composition des organes directeurs de la Fédération.

C'est évidemment le contenu qui importe le plus. Au début il est très varié, très accessible à chaque livraison : on lit *Provence historique* avec agrément et avec intérêt. Peu à peu la formule du numéro à thème s'est insinuée, à partir du n° 14. Elle triomphe depuis le n° 126. Auparavant vingt-sept numéros spécialisés ont été publiés : communications à certains congrès de la

Fédération; «mélanges» en l'honneur de André Villard puis d'Édouard Baratier (formule que l'on retrouvera ultérieurement pour P.A.Février puis N. Coulet); numéros spécialisés consacrés à la musique, à Pierre Puget, à l'huile et l'olivier. Jusqu'à 2005 sont parus 95 numéros thématiques, sauf erreur. Contrairement à une idée reçue les thèmes sont définis a posteriori, après réception d'un certain volume d'articles. Parmi ces numéros un certain nombre sont composés avec les communications entendues dans nos journées annuelles. La revue se lit maintenant avec intérêt et profit.

L'histoire provençale s'y trouve traitée à tous les niveaux, provincial, régional, local. L'histoire enracinée dans le terroir local triomphe (mais ce n'est pas l'histoire du lieu). Il faut remarquer et regretter fortement la très faible présence de l'outre-Var depuis 1985, que les journées de 2000 et 2002 à Grasse puis à Menton n'ont pu corriger.

Inégale se révèle la couverture chronologique du champ historique. La préhistoire n'a jamais eu la faveur des communicants. On constate en le regrettant le recul de l'Antiquité qui n'est que partiellement imputable aux caractéristiques techniques de la recherche (le travail archéologique est lent et conduit à des publications ponctuelles très techniques). Pour le reste, Moyen âge, XVI^e-XVIII^e et Contemporaine sont à peu près également présents, le XX^e siècle beaucoup plus qu'autrefois.

Ce que P. Santoni avait établi se vérifie encore: c'est l'histoire sociale (mais de plus en plus celle des comportements) qui domine. Politique (rarement des événements, surtout des structures et des mécanismes), économie et événementielle passent après l'Art et le religieux, sans être nettement mis à l'écart. Cette fois l'empreinte des centres de recherche aixois est flagrante, nettement plus que dans les sujets des journées scientifiques. Relativement peu de numéros sont chronologiquement parlant monocolores (un tiers). Les directions de recherche locales (seconde guerre mondiale, Révolution, histoire culturelle, histoire des techniques, histoire religieuse, histoire de la femme... etc.) se retrouvent derrière de nombreux numéros thématiques.

Les articles de «Provence historique» ne relèvent que rarement de l'histoire-récit ou de l'histoire événementielle classique. L'examen des articles importants montre que la revue s'insère dans les grands courants de l'historiographie. Il faut préalablement définir la notion d'article important, dont le côté subjectif est évident. On a retenu les articles que l'on aurait choisi pour un cours d'agrégation ou l'écriture d'une nouvelle histoire de la Provence, ce choix étant fondé sur trois paramètres: l'espace géographique concerné (toute la province² ou au moins une région³), l'espace chrono-

2. Par exemple: M. Peyrat, 1961,1962,1967; M. Ciprut, 1964; J. Ricommand, 1964; F. d'Agay, 1987; G. Buti, 2001.

3. Par exemple: M Vovelle, 1972; N. Coulet, 1973; L. Dermigny, 1977.

4. Par exemple: B. Cousin, 1983.

gique⁴, la dimension du sujet (question majeure⁵; synthèse⁶ de recherches publiées ou non; débat⁷ de portée générale; méthodologie⁸).

Cent articles ont été ainsi sélectionnés. Le premier est publié en 1956, mais il faut attendre 1969 pour voir le flux s'enfler. Quelque peu ralenti entre 1982 et 1993 il a connu une reprise sensible depuis. La place des modernistes est considérable (43 %), devant les médiévistes (25 %) et les contemporanéistes (23 %). On peut voir dans ce constat un reflet de l'histoire du groupe des historiens d'Aix où modernistes et médiévistes (et plus particulièrement leurs ténors) se sont beaucoup plus impliqués dans le fonctionnement de la revue en lui confiant des articles qui auraient trouvé leur place dans des revues « nationales », généralistes ou spécialisées. Rappelons que ceux qui ont publié des bilans bibliographiques dans la revue ont été le groupe des médiévistes ainsi que M. Vovelle et P. Guiral, sauf erreur.

Ce qui nous amène à la question des auteurs. Derrière ces cent publications soixante huit noms, dont trente et un pour l'enseignement supérieur (avec 58 % du corpus). Dans ce groupe se côtoient des Niçois, un Avignonnais, un Lyonnais, des Canadiens et surtout des Aixois; des « littéraires », un géographe, un juriste et surtout des historiens. C'est l'activisme éditorial des Aixois (au moins trois articles par tête) qui est largement responsable du pourcentage global. Quant aux trente-sept autres ce sont des conservateurs du patrimoine, des chercheurs, des enseignants du secondaires, et quelques autres non identifiés.

Lorsque l'on passe à l'analyse du corpus des 708 auteurs d'articles la prééminence aixoise s'affirme encore plus nettement (à eux seuls les effectifs des centres d'Aix pourraient suffire à l'expliquer). Les « universitaires » (enseignants, chercheurs rattachés à l'université, membres du CNRS et de l'EHESS) et les conservateurs du patrimoine ont écrit les deux tiers des textes publiés, et ils sont derrière les plus importantes contributions. Parmi les premiers, les étrangers (canadiens, italiens, montpelliérains, niçois, grenoblois, avignonnais, parisiens, lyonnais) représentent un quart de l'effectif et des œuvres. On peut y ajouter quelques juristes (Aix, Nice) et quelques littéraires (Aix, Nice). Les autres relèvent de la faculté des lettres d'Aix. C'est parmi eux qu'il faut chercher les stakhanovistes de la publication (six textes au moins): deux antiquistes, sept médiévistes, cinq modernistes et trois contemporanéistes. Quasiment tous sont de rang professoral, la plupart arrivés à ce niveau dans les années 1985-90. Le sous-groupe des conservateurs

5. Par exemple: R. Moulinas, 1967; M. Cubells, 1970; M. de Réparaz, 1971; M. Bernos, 1972; R. Bertrand, 1973; J. Boyer, 1979; M. Lapied et N. Coulet, 2001.

6. Par exemple: M. Vovelle, 1968, 1977 et 1982. M. Agulhon, 1982; JM. Guillon, 1992.

7. Par exemple: M. Vovelle, 1975, 1987; M. Agulhon, 1985.

8. Par exemple: M. Zerner, 1973-1976; P.A. Février, 1974; M. Derlange, 1981; J. Guilhaumou, 1996; J. Dumoulin, 1995-1996.

représente pour sa part 8 % des auteurs et 12 % des travaux publiés. Sa position semble s'affaiblir depuis 1983.

En matière de comptes rendus les déséquilibres sont beaucoup plus forts, et manifestes dès les années 1960. Les « universitaires » qui assuraient avant 1969 les deux tiers des recensions ont dépassé les 70 % dans les années 1970 et les 80 % dans les années 1980. Cette fois c'est un quasi monopole aixois, avec des phénomènes de stakhanovisme encore plus marqué que précédemment. L'installation à Marseille du siège de la Fédération et les nécessités financières sont très largement responsables de cette situation.

Que reste-t-il de l'ambition initiale des fondateurs ? « Provence historique » est en Provence le reflet des tendances de la recherche historique générale et le souhait de haute qualité exprimé par les fondateurs se trouve exaucé. Mais, pour l'essentiel, c'est le reflet des historiens de l'université de Provence (enseignants, chercheurs, thésards). Ils constituent le socle solide des publications, soit directement, soit par les collaborations qu'ils suscitent, notamment celles des étrangers et des extérieurs. A la Fédération ils fournissent directement 11 % des recettes (abonnements et subvention de Telemme, chiffres de 2005) et indirectement 34 % de celles-ci (abonnements des bibliothèques universitaires françaises et étrangères, des grandes bibliothèques municipales, des services d'archives, de centres de recherche, qui ignorent la revue si elle n'avait pas un label universitaire reconnu, soyons en sûrs).

Ils voulaient réunir autour de manifestations scientifiques et de la revue tous ceux qui s'intéressaient à l'histoire des anciens comtés, sous un angle quelque peu différent de l'érudition classique. Les premières livraisons de la revue témoignent du changement amorcé : dès 1956 paraissent les premières grosses synthèses à l'échelle provinciale (N. Coulet) et dans le domaine relativement neuf de l'histoire économique (L. Dermigny ; R. Moulinas). Deux ans plus tard c'est le « prêt à intérêt et fidélité religieuse » de Charles Carrière. Vont dans ce sens la publication de l'inventaire des travaux de l'IHP et des bibliographies de l'histoire de la Provence. C'est l'époque où les conservateurs tiennent une place importante dans les publications et où l'on peut relever des signatures d'enseignants du secondaire ou du primaire, d'un avocat, d'un ingénieur, d'un médecin.

Ils n'avaient pas prévu la création de nouvelles universités avec les risques qu'elle entraînait (le centrifugisme niçois a des causes complexes) et surtout le rapide gonflement des effectifs d'universitaires et de chercheurs à Aix comme l'entrée en scène d'une nouvelle histoire fortement représentée au plan aixois (G. Duby, M. Vovelle, M. Agulhon). La disparition rapide de personnalités importantes du groupe initial (Joseph Billioud, André Villard, Édouard Baratier), les retraits de J.-R. Palanque puis de P. Guiral, la remise de la direction de la revue à P.A. Février, le renouvellement du personnel des archives départementales ont été autant d'épisodes importants dans l'histoire

de la Fédération qui ont provoqué une sensible réorientation dans les vingt cinq premières années de son existence.

Parallèlement les données de la carrière universitaire changeaient. A Paris, les publications dans les revues régionales sont de plus en plus tenues pour négligeables. Le « renouvellement » permanent et « l'international » sont vivement recommandés. Que représente alors pour les universitaires et chercheurs de haut niveau une revue régionale, même si elle colle à la recherche générale ? La tendance naturelle, dans ces conditions, est de créer ses propres outils, ses propres signaux aisément identifiables par les partenaires naturels de l'extérieur et les instances politico-administratives en termes de « qualité scientifique ». La Fédération est-elle en position de force dans ces conditions ? On peut se demander si le titre de sa revue n'est pas un handicap (qui songerait à interpréter son titre comme : les travaux des historiens de l'université de Provence ?) et si sa liaison avec une association qui ne peut être perçue comme un centre de recherche n'en est pas un autre. La Fédération, qui n'était pas conçue comme le moteur de la recherche historique en Provence (voir là dessus l'article de J.R.Palanque en 1964) ne peut prétendre jouer le rôle d'un centre, même si certains piliers de la recherche se sont engagés ou s'engagent nettement dans les publications.

Elle ne peut même pas promouvoir des recherches dans les secteurs négligés par les universitaires car pour encadrer ou simplement conseiller les amateurs qui seraient tentés de s'y engager elle devrait se tourner vers les historiens professionnels qui, ces dernières années, ont montré qu'ils n'entendaient pas s'engager au delà de leurs propres publications.

Il existe en gros deux catégories d'amateurs d'histoire : ceux qui apprécient l'événementiel classique (les grands événements de l'histoire mondiale, française, voire, pourquoi pas ?, locale. L'histoire enseignée fait une croix sur les provinces) et ceux qui sont sensibles à l'étude des comportements, des « mentalités », de la vie matérielle. Il n'y a plus de grande histoire provinciale en France depuis la fin du Moyen âge, en Provence notamment (pour simplifier), et notre revue ne peut guère s'adresser qu'aux seconds. Ce qui lui fait courir le risque mortel, qui n'a rien d'imaginaire, de ne toucher qu'un public restreint en dehors du monde des chercheurs de haut niveau, qui achètent peu, et où la concurrence ne manque pas.

La Fédération n'existe jusqu'ici que par sa revue. S'il est souhaitable de tenter d'élargir son champ d'activité, il faut se garder de rien faire qui puisse obscurcir l'image de *Provence historique*.











